

Les synthèses de l'Auran

L'économie nantaise toujours au ralenti en 2025

Baromètre de conjoncture emploi de la métropole nantaise



Après une année 2024 marquée par un fort ralentissement de l'activité économique et de premières alertes sur l'emploi et les défaillances d'entreprises, 2025 n'a pas apporté le redressement espéré. L'activité est à la traîne, freinée par une consommation qui peine à se ranimer et sans signe de franche reprise de l'investissement des entreprises et des ménages. Sur le marché du travail, le retournement est désormais acté avec plus de 50 000 emplois détruits sur l'année à l'échelle nationale et un taux de chômage qui remonte dans la plupart des territoires. Les défaillances d'entreprises franchissent également un seuil préoccupant, dépassant largement les niveaux d'avant la crise de 2020.

En Loire-Atlantique et sur la métropole nantaise, les indicateurs d'activité et d'emploi se dégradent également. Les secteurs qui avaient jusqu'ici porté la croissance locale de l'emploi — services aux entreprises, numérique mais aussi la construction — enregistrent pour certains des replis inédits depuis 2008. Le numérique, longtemps fer de lance de l'économie locale, traverse une phase de contraction sous l'effet d'un marché atone et de l'irruption des outils d'intelligence artificielle.

Le début de l'année et les perspectives pour 2026 restent préoccupants. La fermeture du détroit d'Ormuz en février 2026 a relancé le risque inflationniste, menaçant à nouveau la reprise du marché de l'immobilier et le pouvoir d'achat des ménages, déjà fragilisé par les hausses de prix de ces dernières années. Par ailleurs, la trajectoire budgétaire de l'État le prive actuellement de ses possibilités de relance budgétaire pour dynamiser l'activité économique et va nettement réduire les leviers d'accompagnement à l'emploi. Dans ce contexte, les premiers signaux d'alerte identifiés l'an dernier se confirment, touchant en premier lieu les personnes les plus exposées au risque du chômage sur le territoire.

Chiffres clés

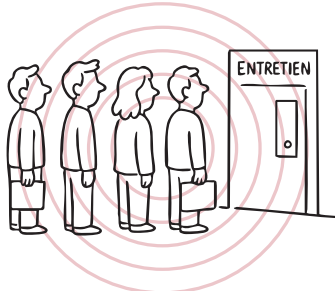
-0,7%
emplois salariés
privés
dans la métropole nantaise
au 4^{ème} trimestre 2025
(+ 0,3 % au national)

+0,8%
de croissance
économique
en France
en 2025

+3%
d'inflation
anticipée
pour 2026 par la Banque
de France

1 370
défaillances
d'entreprises cumulées
sur un an
en Loire-Atlantique
en avril 2026

6,3%
de taux de chômage
dans la zone d'emploi
de Nantes au 4^{ème}
trimestre 2025
(7,7 % au national)



+9,8%
demandeurs d'emploi
de catégorie A dans la
métropole nantaise au
4^{ème} trimestre 2025
(+ 5,7 % au national)

-1 040
emplois
salariés privés
dans les services aux
entreprises au 4^{ème} trimestre
2025 dans la métropole
nantaise, (contre
+ 2 360 en 2023)

Conjoncture morose au national



Consommation et investissement toujours en berne au niveau national

L'année 2025 s'est achevée dans un climat économique et institutionnel toujours teinté d'incertitudes et de fragilités persistantes. En 2025, le produit intérieur brut a faiblement progressé (+0,8 %), freiné par une consommation toujours atone. Après avoir fortement reculé l'an dernier, l'investissement des entreprises se stabilise tout comme celui des ménages après trois années de fort retrait. Les contributions du secteur public sont toujours en hausse mais dans une moindre mesure cette année. Enfin, le solde de la balance commerciale¹ est légèrement excédentaire, porté par les résultats des grands secteurs exportateurs français (aéronautique, parfums et cosmétiques, services).

Évolution du produit intérieur brut France et de ses composantes (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 données semi- définitives	2025 provisoire	Niveau 2025 provisoire en milliards d'euros	Contribution en 2025
Produit intérieur brut (PIB)	+2	-7,4	+6,9	+2,7	+1,6	+1,5	+0,8	2 646,7	100 %
Dépense de consommation finale	+1,5	-5,8	+5,7	+3,1	+1	+1	+0,4	2 042,7	77,2 %
Ménages	+1,7	-6,5	+5,7	+3,2	+0,8	+0,8	+0,4	1 317,8	50 %
Administrations publiques	+1	-4,3	+6,6	+2,7	+1,2	+1,5	+0,6	664,6	25 %
Formation brute de capital fixe	+4,1	-5,8	+9,7	-0,4	+1,3	-0,9	+0,5	573,3	21,7 %
Sociétés et entreprises individuelles non financières	+2,8	-5,2	+10,1	+1,7	+4,5	-0,1	+0,4	318,6	12 %
Administrations publiques	+7,9	-5,6	+2,4	+0,2	+5,4	+5,3	+2,6	112,6	4 %
Ménages hors entrepreneurs individuels	+2,7	-7,1	+15	-3	-8,2	-9,8	-0,2	113,3	4 %
Importations de biens et de service	+1,9	-12,2	+8,3	+9	-0,2	-0,6	+2,8	(-) 845	Solde de la balance commerciale 1 %
Exportations de biens et de services	+2,1	-16,6	+11,3	+9,1	+2,5	+3,2	+2,3	869,5	

Source : Auran d'après Insee, comptes nationaux, mai 2026

L'année a également été marquée par les tensions commerciales entre l'Union Européenne et ses principaux partenaires (tensions avec la Chine sur l'approvisionnement en terres rares, accord commercial en juillet 2025 sur les droits de douane américains à un niveau historiquement élevé). Ce contexte renforce la nécessité pour l'Europe et la France d'articuler politique commerciale et politique industrielle vers une diversification des débouchés, sécurisation des approvisionnements, maintien de capacités industrielles stratégiques et décarbonation de la production².

Enfin, comme l'année précédente, la France a connu fin 2025 de grandes difficultés à adopter son budget pour 2026, dans un contexte politique tendu et de déficit budgétaire élevé. La loi de finance prévoit pour cette année et les suivantes une trajectoire de réduction de déficit (en diminuant fortement la hausse des dépenses) pour le ramener à court terme à moins de 5 %³ de son produit intérieur brut. Plusieurs coupes sont encore prévues, notamment dans le programme d'investissements France 2030 et le Fonds vert qui bénéficiait au financement des investissements des collectivités locales dans la transition écologique. Les finances de ces dernières seront toujours sous tension, avec des mesures diminuant leurs ressources financières⁴. En revanche, le budget de la défense bénéficie de 6,5 milliards d'euros supplémentaires, soit plus que l'évolution prévue par la dernière loi de programmation militaire.

Un probable retour de l'inflation en 2026



En février 2026, les tensions au Moyen-Orient se sont aggravées en conflit ouvert en Iran, conduisant à une crise d'approvisionnement en pétrole avec la fermeture du détroit d'Ormuz. Ce détroit constitue un point stratégique du commerce énergétique mondial⁵ puisqu'un tiers du commerce mondial en pétrole (près de 20 millions de barils par jour), mais aussi 20 % de la demande mondiale en gaz naturel liquéfié et 30 % d'engrais azotés, y transitent. Les économies asiatiques apparaissent en première ligne (près de 70 % des ressources énergétiques passant par ce détroit étant destinées à l'Asie), mais l'interdépendance des marchés de l'énergie entraîne une hausse des prix également ressentie dans le reste du monde, qui impacte donc aussi l'économie française.



¹ Il s'agit de la différence entre la valeur des exportations et des importations à l'échelle nationale sur l'année.

² D'après la Direction du Trésor « Résultats du commerce extérieur en 2025 », février 2026

³ Une cible qui a été assouplie puisqu'au début 2025, la France s'était engagée auprès de l'Union européenne à revenir à un déficit public de 4,6 % en 2026.

⁴ La loi de finances de 2026 prévoit le gel de la dotation générale de fonctionnement (principale dotation de l'Etat), malgré l'inflation et des baisses sur les mesures d'ajustement et de compensation qui vont fortement impacter les petites communes et les territoires industriels, d'après l'AMF et l'AFL.

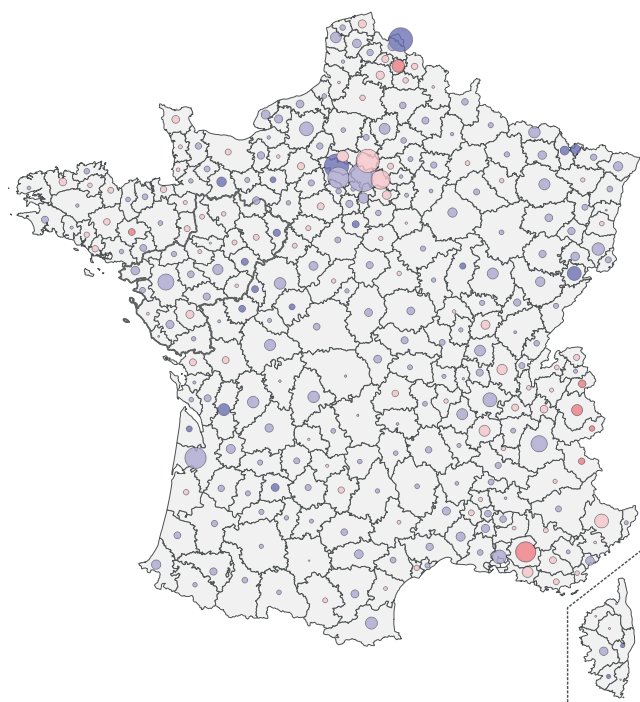
⁵ D'après l'AIE Agence Internationale de l'Energie et la Direction du Trésor « La Guerre du Détroit aura-t-elle lieu ? », juin 2025

Cette crise s'inscrit dans le sillage de précédentes (Covid, guerre en Ukraine) dans une économie aux interdépendances multiples (chaines logistiques longues, production et approvisionnement en ressources stratégiques inégal), mais dans un contexte plus favorable⁶ qu'en 2022 pour la France et la zone euro. Pour autant elle pourrait peser sur les perspectives économiques de 2026 du fait de la hausse des cours des hydrocarbures sur le premier semestre. Cela devrait vraisemblablement entraîner l'inflation au-delà de 2 % au printemps 2026 et possiblement jusqu'à 3 %⁷ ce qui risque de contraindre le pouvoir d'achat des ménages et freiner la timide reprise de leur investissement dans l'immobilier. En effet, afin de garantir la stabilité des prix, la Banque Centrale Européenne a augmenté en juin 2026 ses taux directeurs ce qui va mécaniquement renchérir le coût du refinancement des banques commerciales et donc in fine le taux des crédits adressés aux ménages et aux entreprises. Simultanément, la politique de consolidation budgétaire ampute la croissance⁸ environ 0,5 point de PIB. Dans ce contexte, l'amélioration conjoncturelle anticipée par l'Insee et la Banque de France en début d'année — portée par l'industrie de la défense notamment — restera probablement très limitée.

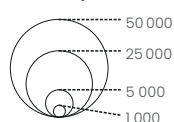
Recul de l'emploi qui s'accompagne d'une progression du taux de chômage

Sur le marché du travail, le retournement est net en 2025. A l'échelle nationale au 4^{ème} trimestre 2025, plus de 50 000 emplois ont été détruits sur l'année, contre + 70 000 l'année précédente. Le taux de chômage atteignait 7,7 % fin 2025, en hausse de 0,6 point sur un an. D'après l'Insee, cette dégradation s'explique par l'atonie de l'emploi concomitante d'un contexte où la population active continue de croître.

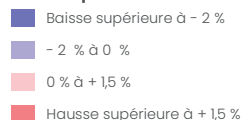
Évolution annuelle des effectifs salariés privés par zones d'emploi au 4^{ème} trimestre 2025



Évolution en effectifs par rapport à l'année précédente

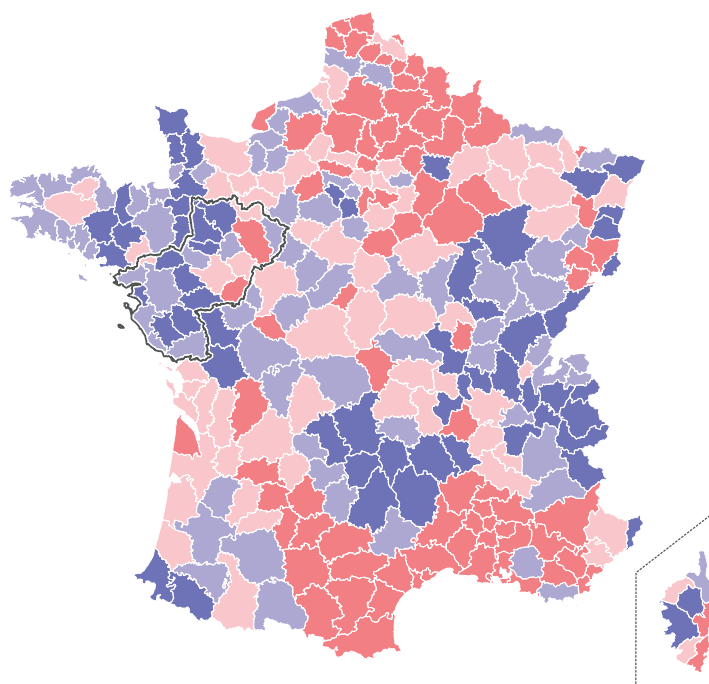


Évolution (en %) par rapport à l'année précédente

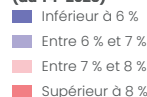


Source : Auran, d'après Acoos, Urssaf
(données corrigées des variations saisonnières CVS)

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2025



Taux de chômage (au T4-2025)



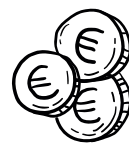
Source : Auran, d'après Insee (données CVS)

⁶ D'après la Banque de France, car contrairement à 2022 la vulnérabilité énergétique de la France et de la zone euro a été réduite, le parc nucléaire est aujourd'hui à un bon niveau de capacité et le taux d'inflation est faible au moment du choc.

⁷ D'après la Banque de France dans le scénario de référence des dernières projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème, « Décisions de politique monétaire », juin 2026, publiée juste avant la signature d'un mémorandum d'accord prévoyant la fin du conflit entre l'Iran et les Etats-Unis et la réouverture du détroit d'Ormuz. Un nouveau scénario macroéconomique est prévu en septembre qui tiendra compte de cette nouvelle donne.

⁸ D'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) Perspectives 2026-2027 pour l'économie française « Le déficit public devrait diminuer en 2026 et 2027 », juin 2026

4 Un retournement de l'activité et de l'emploi également observé localement mais qui contraste dans certains secteurs

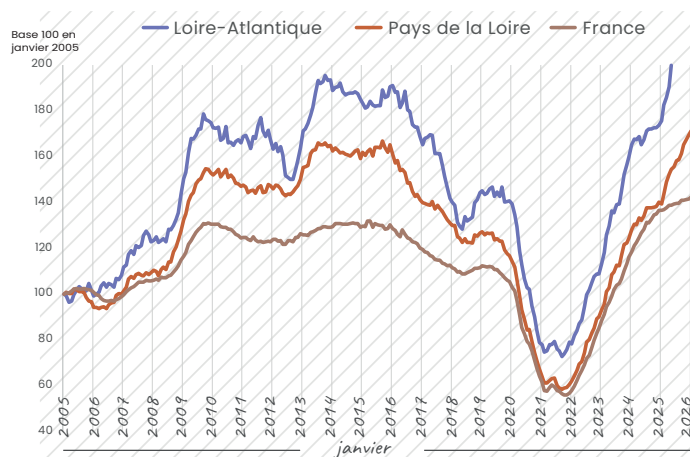


Une hausse des défaillances qui excède le rythme connu d'avant la crise du covid et qui s'accélère localement

La crise du covid s'est accompagnée de mesures de soutien à l'économie d'une forte ampleur qui ont fait drastiquement chuter le nombre de défaillances d'entreprises⁹. Jusqu'en 2023, la remontée du nombre de défaillances était donc attendue, augurant d'une forme de rattrapage. Depuis quelques mois le nombre d'entreprises en difficulté ne cesse de grandir, atteignant au printemps 2026 le chiffre cumulé sur un an de 1 370 défaillances en Loire-Atlantique, qui dépasse largement le niveau connu d'avant crise (895 en 2019).

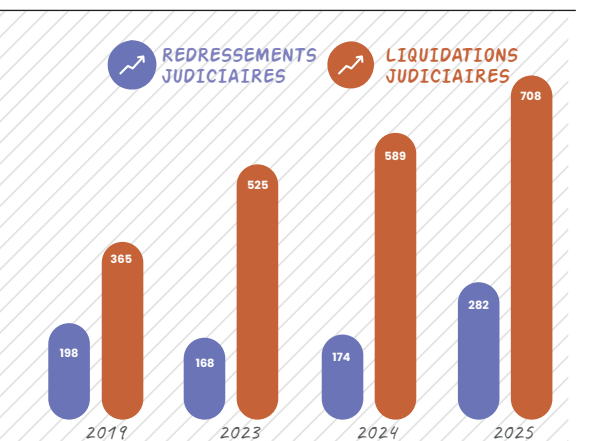
Sur la région nantaise, l'activité du Tribunal de commerce a sensiblement augmenté, et est marquée par une plus grande fragilité des dossiers. Le nombre de mesures de prévention a diminué par rapport à la période pré-covid, tandis que les liquidations « sèches », sans procédure de redressement possible ont quasiment doublé entre 2019 et 2025. En 2025, les procédures suivies par le greffe du tribunal de commerce de Nantes ont représenté plus de 4 000 emplois. Tous les secteurs d'activité sont concernés mais l'immobilier, le BTP, le commerce et la restauration sont les plus représentés car les plus exposés au retournement de conjoncture. Ces difficultés observées sur les défaillances se recoupent avec les chiffres de l'emploi local.

Évolution des défaillances d'entreprise sur 20 ans



Sources : Auran d'après données Banque de France, données cumulées sur un an

Nombre de défaillances d'entreprises enregistrées au greffe du Tribunal de commerce de Nantes



Source : Auran d'après Tribunal de commerce de Nantes
En 2025, le greffe du Tribunal de commerce représente plus de 70 % des défaillances d'entreprises enregistrées à l'échelle départementale.

Une baisse de l'emploi qui persiste dans une conjoncture peu porteuse, mais aussi liée à des mutations de la demande qui bouleversent certains marchés

Au 4^{ème} trimestre 2025, le repli de l'emploi salarié privé se confirme localement, à un niveau même un peu plus élevé qu'en moyenne nationale. Dans quasiment tous les secteurs d'activité l'emploi diminue, consécutif d'une baisse de la demande, de trésoreries encore fragiles¹⁰ dans certains secteurs (commerce, hôtellerie, restauration) ou encore aggravée par la diminution des soutiens publics dans l'économie sociale et solidaire.

Évolution annuelle des effectifs salariés privés par secteur d'activité dans la métropole nantaise

	Effectifs (brut)	Évolution trimestrielle (cvs)		Évolution annuelle (brut)	
	T4 2025	%	Nombre	%	Nombre
Nantes Métropole	300 394	ND**	ND**	- 0,7 %	- 2 025
ZE Nantes	362 355	- 0,3 %	- 1 165	- 0,5 %	- 1 971
Loire-Atlantique	482 807	- 0,2 %	- 1 223	- 0,6 %	- 2 800
Pays de la Loire	1 129 633	- 0,2 %	- 2 136	- 0,4 %	- 4 545
France*	19 494 419	- 0,2 %	- 32 995	- 0,3 %	- 51 433

* France hors Mayotte **ND données non disponibles
Source : Auran d'après Acof, Urssaf, données brutes et CVS trimestrielles

⁹ En droit français, une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où elle a cessé les paiements auprès de ses créanciers et qu'une procédure collective est ouverte contre elle. L'entreprise en difficulté est alors placée sous contrôle judiciaire du Tribunal de commerce dans l'objectif de préserver l'emploi et d'éviter les répercussions des difficultés, notamment auprès de ses fournisseurs, en procédant lorsque c'est possible à un échelonnement de ses dettes. Si le tribunal estime que le sauvetage est possible, l'entreprise est placée en **redressement judiciaire** (dans un délai de 45 jours à compter de la cessation des paiements). Si l'entreprise est irrémédiablement compromise, elle est placée en **liquidation judiciaire**, avec cession de tous ses actifs.

¹⁰ D'après le Tribunal de commerce de Nantes ainsi que la CCI Nantes Saint-Nazaire « Enquête de conjoncture en Loire-Atlantique » janvier 2026

COMMERCE

un secteur exposé à la conjoncture en pleine recomposition



L'emploi dans le commerce recule nettement en 2025 dans la métropole nantaise, de près de 950 emplois (après - 450 emplois en 2024). De nombreuses enseignes de commerce de détail (en particulier l'habillement) souffrent de l'atonie de la demande depuis 2022, mais aussi de la concurrence des plateformes en ligne dont la part de marché¹¹ ne cesse de progresser depuis 15 ans. Le commerce de gros connaît également des difficultés depuis deux ans, consécutives d'un ralentissement de l'activité dans les marchés débouchés de l'industrie, du bâtiment et du commerce.

INDUSTRIE

une dynamique locale sur l'industrie dans le domaine de l'énergie



Dans l'industrie, les effectifs reculent davantage au national et dans le reste de la Loire-Atlantique que dans sa métropole. Ce retrait se traduit dans des proportions semblables dans l'industrie manufacturière mais est compensé sur la métropole par une dynamique plus importante dans l'énergie et, dans une moindre mesure, dans les services urbains (eau, assainissement, déchets). Les difficultés touchent même des entreprises innovantes et des marchés porteurs. C'est le cas de Loiretech ingénierie, une entreprise de 130 salariés en mécanique industrielle, qui réalise des pièces et des machines spéciales pour l'aéronautique, l'automobile, la défense et l'énergie. Bien que ses marchés restent porteurs, l'entreprise a connu un fort ralentissement de commandes, et a ouvert une procédure de sauvegarde début 2026.

CONSTRUCTION

une stabilité des effectifs qui reste fragile



Dans la construction, la métropole nantaise connaît une stabilisation de l'emploi, alors que les effectifs dans le reste de la Loire-Atlantique et en France continuent de décrocher. Cette stabilisation reste fragile, elle est concomitante d'une

reprise timide de l'activité dans la construction neuve, à un niveau de mises en chantier toutefois très inférieur¹² aux volumes connus avant le choc de taux d'intérêts de 2022. En 2026, cette reprise de la construction neuve pourrait être contrariée, par le resserrement des conditions de crédit consécutif de la crise Iranienne. Par ailleurs, selon la CERC des Pays de la Loire, l'activité dans l'entretien rénovation recule également en Pays de la Loire (-1,3 % sur un an) au 1^{er} trimestre 2026. La rénovation énergétique recule plus fortement encore (-3 %).

SERVICES AUX ENTREPRISES

une baisse amorcée en 2024 qui prend de l'ampleur sur la métropole



Depuis deux décennies, le principal moteur de l'emploi sur la métropole est incontestablement les services aux entreprises, qui recouvrent cependant une grande diversité d'activités. On y observe depuis deux ans un recul de près de 1 200 emplois sur la métropole nantaise, ce qui n'était pas arrivé depuis 2008.

Les activités naguère les plus dynamiques, positionnées sur un marché national, dans les services numériques, l'ingénierie et les études techniques et les activités de gestion et de conseil sont en retrait depuis deux ans. L'intérim, en repli avec la conjoncture, participe également à la baisse observée. Enfin, une part significative de l'emploi et des dynamiques est insufflée par une demande locale et régionale de « l'économie métropolitaine ordinaire¹³ » comme le nettoyage des bâtiments, les analyses, essais et inspections techniques ou encore les activités comptables, qui souffrent également du ralentissement actuel de l'activité.

Évolution annuelle des effectifs salariés privés par secteur d'activité dans la métropole nantaise

Grands secteurs d'activité	Emplois salariés privés	Évolution annuelle			
		Nantes Métropole		Loire-Atlantique (hors NM)	France
T4 2025		en effectifs	en %	en %	en %
Total	300 395	-2 023	-0,7 %	-0,4 %	-0,3 %
Industrie	32 571	-49	-0,2 %	-1,4 %	-0,5 %
Construction BTP	19 230	+72	+0,4 %	-1,1 %	-1,2 %
Commerce	42 454	-944	-2,2 %	+0,1 %	-0,7 %
Transport logistique	23 302	-107	-0,5 %	+3,3 %	+0,6 %
Hôtellerie, café restauration	13 658	-85	-0,6 %	+0,3 %	+1,1 %
Services aux entreprises	115 682	-1 041	-0,9 %	-1,7 %	-0,4 %
Services à la population	53 498	+131	+0,2 %	+0,4 %	+0,1 %

Sources : Auran d'après Acooss, Urssaf, données brutes

¹¹ En 2024, 63 % des français déclarent avoir acheté en ligne des produits ou des services, contre 40 % en 2013, d'après l'Insee « Économie et société à l'ère du numérique », juin 2025

¹² le nombre de logements commencés a été divisé par deux en Loire-Atlantique selon les données de la DREAL en mars 2026.

¹³ Il s'agit d'un concept développé par l'économiste Magali Tallandier qui désigne toute l'économie d'intermédiation destinée aux entreprises locales et qui connecte différents secteurs d'activités économiques : logistique, transport, entreposage, petite industrie qui répond à des besoins locaux, une partie du BTP spécialisé, une partie de l'ingénierie technique, nettoyage industriel et de locaux, sécurité, événementiel... Ces activités représentent 40 % de l'emploi salarié des métropoles et se sont fortement développés sur les dernières décennies avec l'externalisation de ces fonctions dans les entreprises.

TROU D'AIR POUR L'EMPLOI DANS LE NUMÉRIQUE

entre conjoncture peu porteuse et mutations technologiques



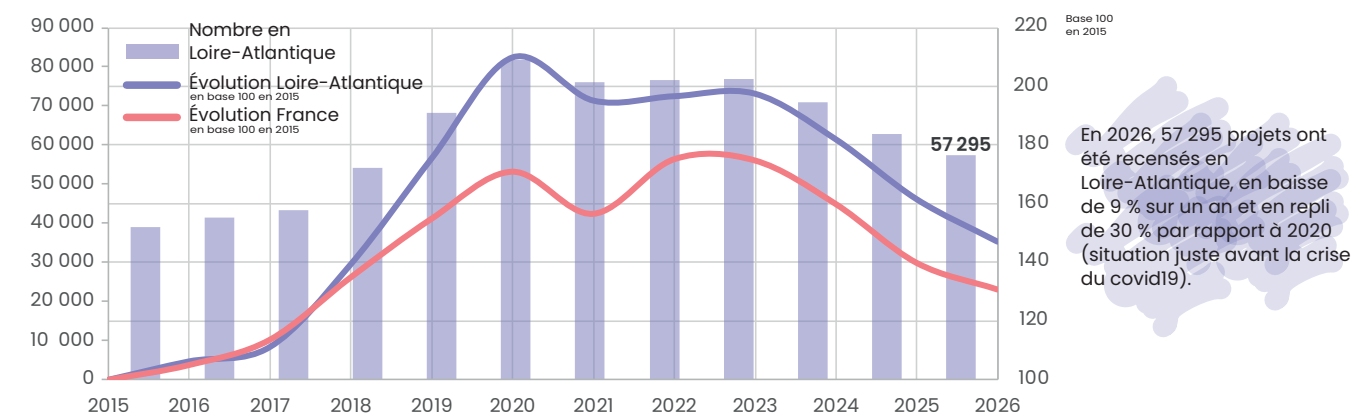
Au 4^{ème} trimestre 2025, 33 300 emplois sont recensés dans les entreprises prestataires de services numériques au sein de la métropole nantaise. Un chiffre en baisse cette année (-1,7 %), qui détonne avec les fortes croissances connues sur les 10 dernières années (+5 % par an en moyenne). Depuis 2023, le marché du travail est moins porteur pour l'emploi dans les technologies de l'information et de la communication, au national comme au local. Le marché a connu un très fort ralentissement avec la mauvaise conjoncture, dégonflant en quelques mois la « guerre de talents » que connaissaient les recruteurs sur le marché local. Les métiers d'ingénieurs, cadres d'études et de chefs de projets en informatique étaient dans le top 10 des métiers les plus recherchés en Loire-Atlantique d'après France Travail il y a 3 ans, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Les déclarations préalables à l'embauche dans le secteur du numérique ont baissé de 19,6 % sur 2025, alors que le marché global progressait de 1,4 % tous secteurs confondus.

Cette contraction advient alors qu'arrivent sur le marché du travail de nombreux diplômés issus de formations locales pour répondre aux pénuries d'hier. En Pays de la Loire, en matière d'insertion professionnelle la tendance s'est dégradée ces dernières années, avec plus d'un jeune diplômé sur trois qui ne trouve pas d'emploi dans les 6 mois, contre 1 sur 4 tous secteurs confondus. Ces jeunes diplômés connaissent des difficultés d'insertion, avec une forte concurrence entre les profils et aussi de la part des nouveaux outils issus de l'intelligence artificielle. En effet, depuis deux ans on constate une adoption progressive par les entreprises du numérique des outils de « vibe coding », qui effectuent des tâches simples de codage et les tests de premier niveau, jusqu'alors dévolus aux profils juniors, réduisant encore plus leurs perspectives de premiers emplois.

Érosion des projets de recrutement et retrait du soutien public sur certaines activités

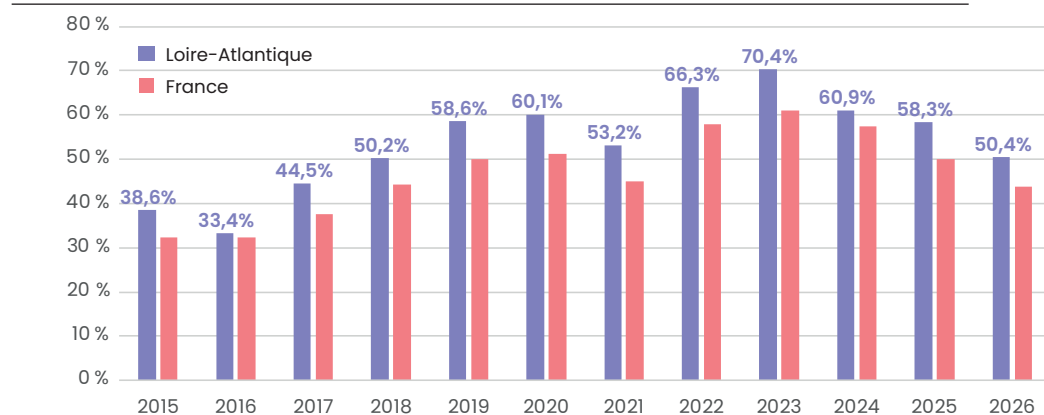
Dans la métropole nantaise, et plus largement en Loire-Atlantique, ce ralentissement de l'activité s'est accompagné d'une détente sur le nombre et les difficultés de recrutements, pour revenir aux niveaux connus en 2018. Néanmoins, les tensions ressenties localement (50 % des recrutements sont jugés difficiles en Loire-Atlantique, et 53 % dans le bassin de Nantes) excèdent encore la moyenne nationale (44 %). La baisse des intentions d'embauches (-9 % à l'échelle du département) impacte l'insertion des jeunes actifs, qui arrivent sans expérience sur le marché du travail.

Évolution du nombre de projets de recrutement anticipés par les entreprises en Loire-Atlantique



En 2026, 57 295 projets ont été recensés en Loire-Atlantique, en baisse de 9 % sur un an et en repli de 30 % par rapport à 2020 (situation juste avant la crise du covid19).

Part de recrutements jugés difficiles par les entreprises ayant des projets de recrutement



En 2026, 50,4 % des projets de recrutement anticipés par les entreprises sont considérés comme "difficiles" à pourvoir du fait de profil inadéquat dans les candidatures, d'une pénurie de candidats ou de conditions de travail peu attractives ou exigeantes dans les postes offerts.

Cette situation est aggravée par le retrait de l'État sur les aides à l'insertion pour des raisons budgétaires. Concernant le dispositif de l'apprentissage, les primes versées aux employeurs ont été réduites et une contribution obligatoire a été instaurée pour les alternants préparant un diplôme bac+3 ou plus. En parallèle, l'aide à l'embauche a été diminuée pour les PME et les grandes entreprises.

Au national, le nombre de contrats d'apprentissage signés dans le privé s'était fortement accru ces dernières années (de 300 000 en 2017 à plus de 850 000 en 2024). Fin 2025, l'évolution à la baisse du nombre de contrats en alternance (d'apprentissage et de professionnalisation) contribuerait pour environ deux tiers à la baisse de l'emploi salarié privé d'après l'Insee. Cette situation pèse probablement sur l'emploi local, l'apprentissage étant très implanté en Pays de la Loire.



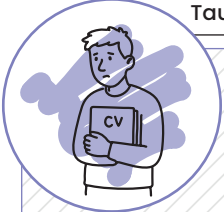
Une hausse du chômage qui se confirme, à un niveau toujours contenu

Au 4^{ème} trimestre 2025, le taux de chômage¹⁴ de la zone d'emploi de Nantes accuse une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport l'année précédente, dans des proportions toutefois similaires à la moyenne nationale et aux autres grandes zones d'emploi (à l'exception de Strasbourg et Grenoble). Il reste néanmoins sur un niveau très peu élevé (6 %), en deçà de la moyenne nationale (7,7 %) et des taux connus par le passé. Dans ses dernières projections macroéconomiques, la Banque de France anticipe une remontée du chômage en 2026 à 8 % pour la France métropolitaine.

En fin d'année 2024, le nombre d'inscrits à France Travail en catégorie A¹⁵ s'accroît de 9,8 % sur la métropole nantaise, à un rythme plus élevé que dans le reste de la Loire-Atlantique et la moyenne nationale (+ 5,7 %). Les profils les plus exposés sur le marché du travail (jeunes, demandeurs de longue durée, personnes plus faiblement qualifiées) connaissent les plus fortes hausses sur la métropole comme au national.

En revanche, sur la métropole nantaise, les inscrits entre 25 et 49 ans, ont augmenté nettement plus fortement qu'au national, signe supplémentaire que le ralentissement actuel est plus impactant localement, dans un territoire à l'économie jusqu'alors fortement dynamique.

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2025



	T4 2024	Taux de chômage au T3 2025	T4 2025	Évolution en points trimestrielle	annuelle
Zone d'emploi de Nantes	5,6 %	6 %	6,3 %	+ 0,3	+ 0,7
Loire-Atlantique	5,6 %	6 %	6,2 %	+ 0,2	+ 0,6
Pays de la Loire	5,9 %	6,3 %	6,5 %	+ 0,2	+ 0,6
France Métropolitaine	7,1 %	7,5 %	7,7 %	+ 0,2	+ 0,6
ZE Bordeaux	6,7 %	7,4 %	7,7 %	+ 0,3	+ 1,0
ZE Grenoble	6,1 %	6,5 %	6,7 %	+ 0,2	+ 0,6
ZE Lille	7,1 %	7,7 %	7,9 %	+ 0,2	+ 0,8
ZE Lyon	6,4 %	6,9 %	7,2 %	+ 0,3	+ 0,8
ZE Marseille	9,2 %	9,9 %	10,0 %	+ 0,1	+ 0,8
ZE Montpellier	9,6 %	10,1 %	10,3 %	+ 0,2	+ 0,7
ZE Rennes	6,1 %	6,6 %	6,8 %	+ 0,2	+ 0,7
ZE Rouen	8,1 %	8,7 %	8,9 %	+ 0,2	+ 0,8
ZE Strasbourg	7,2 %	7,5 %	7,6 %	+ 0,1	+ 0,4
ZE Toulouse	7,8 %	8,5 %	8,8 %	+ 0,3	+ 1,0

Source : Auran, d'après Insee, données CVS

Évolution des inscrits (catégorie A) à France Travail au 4^{ème} trimestre 2025



T4 2025	Nantes Métropole			France
	Nombre	Évolution annuelle en nombre	Évolution annuelle en %	Évolution annuelle en %
Ensemble catégorie A	31 951	+ 2 858	+ 9,8 %	+ 5,7 %
Moins de 25 ans	5 001	+ 657	+ 15,1 %	+ 18,7 %
Entre 25 et 49 ans	20 672	+ 1 897	+ 10,1 %	+ 4,0 %
50 ans et plus	6 278	+ 304	+ 5,1 %	+ 0,5 %
Femmes	14 672	+ 1 027	+ 7,5 %	+ 5,2 %
Hommes	17 279	+ 1 831	+ 11,9 %	+ 6,1 %
Demandeurs de longue durée inscrits depuis un an et plus	10 193	+ 1 468	+ 16,8 %	+ 11,4 %

Source : Auran d'après France Travail, données brutes

¹⁴ Taux de chômage au sens du Bureau International du travail, qui permet des comparaisons internationales. C'est une mesure reconnue et « officielle » du chômage, mais dont la granulométrie est au mieux la zone d'emploi.

¹⁵ Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A sont les personnes inscrites à France Travail, ayant une demande au cours du dernier jours du mois, sans travail et n'ayant pas travaillé au cours du mois écoulé et tenues de faire des démarches de recherche d'emplois. Il s'agit donc avant tout d'une démarche administrative lié au service public de l'emploi. C'est toutefois la catégorie au sein de France Travail la plus proche des personnes au chômage au sens du Bureau International du Travail, bien que les deux notions se recoupent imparfaitement

CONCLUSIONS & ENJEUX

2026 marque la poursuite de la dégradation amorcée depuis deux ans, sans que les conditions d'un rebond franc ne soient réunies. La crise du détroit d'Ormuz, déclenchée en février 2026, illustre une fois de plus la vulnérabilité des économies occidentales aux chocs géopolitiques sur les approvisionnements énergétiques. Quatre mois de perturbation suffisent à raviver des tensions inflationnistes, qui risquent de peser sur les entreprises et ménages et de freiner la timide reprise de l'immobilier, dont les effets mettront plusieurs trimestres à se dissiper.

Ce choc supplémentaire intervient dans un contexte de fragilité de l'économie et dans un moment où les amortisseurs budgétaires sont peu disponibles. La trajectoire actuelle de réduction du déficit de l'État négociée avec l'Union Européenne contraint significativement les dépenses publiques pour plusieurs années. Les collectivités territoriales, sollicitées une nouvelle fois pour contribuer à l'effort national, voient leurs capacités financières se réduire au moment même où s'accumulent les besoins d'un investissement conséquent dans la transition énergétique, l'adaptation au changement climatique, ou encore le soutien aux filières locales en devenir ou en difficulté...

À ces tensions conjoncturelles s'ajoutent des mutations structurelles qui ont déjà des effets sur l'économie ligérienne. L'évolution des modes de consommation et la diffusion progressive des outils d'intelligence artificielle dans l'économie pourraient redistribuer les équilibres territoriaux de l'emploi et du marché du travail, avec des besoins nouveaux en compétences. Par ailleurs, le vieillissement de la population modifie la composition de la population active, pèse sur les équilibres des dépenses sociales et crée de nouveaux besoins en services à la personne, susceptibles de constituer un gisement d'emplois locaux, à condition d'en anticiper les conditions d'attractivité et de financement.

C'est dans cette configuration contrainte et incertaine que s'inscrit l'année 2026, à l'aube d'une échéance électorale nationale qui questionnera peut-être les choix de souveraineté de la France, dans la défense, le numérique, l'industrie ou encore l'agriculture. Ces orientations engageront durablement la structure productive du pays et, par ricochet, les territoires comme la Loire-Atlantique, dont la spécialisation économique est directement concernée par plusieurs de ces enjeux.

Un observatoire copiloté avec Nantes Métropole, avec la participation de :

État DDETS de la Loire-Atlantique, Région des Pays de la Loire, Conseil Départemental de Loire-Atlantique, Carif Oref, Urssaf des Pays de la Loire, France Travail, Insee des Pays de la Loire, Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes – Saint-Nazaire, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, Chambre Régionale des Métiers de l'Artisanat des Pays de la Loire, Cellule Économique Régionale de la Construction des Pays de la Loire, Solutions&Co, Nantes-Saint-Nazaire Développement, Observatoire Régional des Compétences Industrielles, Rectorat de Nantes, Greta-CFA, Université de Nantes, Banque de France des Pays de la Loire, Tribunal de commerce de Nantes, ATDEC, Plan Local de l'Insertion et de l'Emploi de la métropole nantaise, Maison de l'emploi de la métropole nantaise, Mission locale Nantes Métropole, ADN Ouest



Banque de France « *projection macroéconomiques* », mars et juin 2026

Insee Pays de la Loire « *L'activité résiste, l'emploi se replie, synthèse annuelle économique régionale – 2025* », avril 2026

Insee « *En 2025, le déficit public s'élève à 5,1 % du PIB, la dette publique à 115,6 % du PIB* » mars 2026

Insee « *Économie et société à l'ère du numérique* », juin 2025

CRESS « *Note de conjoncture – La situation de l'emploi ESS en Pays de la Loire* », juin 2026

CCI Nantes Saint-Nazaire « *Enquête de conjoncture* », janvier 2026

France Travail, Enquête « *Besoins en main d'œuvre* », avril 2026

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) Perspectives 2026-2027 pour l'économie française « *Le déficit public devrait diminuer en 2026 et 2027* », juin 2026

IT for business « *Les Régions, nouvelles terres d'opportunités pour l'IT* », avril 2026

Magali Tallandier – Popsu, « *L'économie métropolitaine ordinaire* », juin 2023

Scot Métropolitain Nantes Saint-Nazaire « *Révéler l'économie métropolitaine ordinaire (EMO), pilier du dynamisme économique du territoire Nantes Saint-Nazaire* », septembre 2025

Urssaf des Pays de la Loire – « *Des effectifs toujours en baisse en région Pays de la Loire* », mars 2026

Pour aller plus loin

Dossier piloté par Mathilde Loget (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran

